

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/SR.1637  
17 mars 1981

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1637ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mercredi 11 mars 1981, à 10 heures

Président : M. CALERO RODRIGUES (Brésil)

SOMMAIRE

Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants (suite)

Le présent compte rendu pourra faire l'objet de rectifications.

Les participants qui désirent en apporter sont priés de les adresser par écrit à la Section d'édition des documents officiels, bureau E-6108, Palais des Nations, Genève, dans la semaine qui suit la réception du compte rendu dans leur langue de travail.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la présente session de la Commission seront réunies en un seul rectificatif qui paraîtra peu après la fin de la session.

GE.81-15940

La séance est ouverte à 10 h 30.

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUITSE DANS LE MONDE. EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS (Point 13 de l'ordre du jour) (suite) E/CN.4/1295; E/CN.4/1437; E/CN.4/1438; E/CN.4/1439 et Add.1; E/CN.4/1440; E/CN.4/1441; E/CN.4/1451; E/CN.4/1452; E/CN.4/1453; E/CN.4/1454; E/CN.4/1455; E/CN.4/1457; E/CN.4/1460; E/CN.4/1461; E/CN.4/1463; E/CN.4/1466; E/CN.4/1467; E/CN.4/1469; E/CN.4/L.1534; E/CN.4/L.1574/Rev.3; E/CN.4/L.1582; E/CN.4/L.1584; E/CN.4/L.1585; E/CN.4/L.1588/Rev.1; E/CN.4/L.1589; E/CN.4/L.1592; E/CN.4/L.1593; E/CN.4/L.1594; E/CN.4/L.1598; E/CN.4/L.1600; E/CN.4/L.1601; E/CN.4/L.1603; E/CN.4/L.1607; E/CN.4/L.1608/Rev.1; E/CN.4/L.1609; E/CN.4/L.1610; E/CN.4/L.1611; E/CN.4/L.1612; E/CN.4/L.1613; E/CN.4/L.1615; E/CN.4/L.1617; E/CN.4/L.1619; E/CN.4/L.1620; E/CN.4/L.1621)

1. M. SCHIFTER (Etats-Unis d'Amérique) présente le projet de résolution E/CN.4/L.1588/Rev.1 en disant que les prises d'otages se multiplient dans le monde. Non seulement elles sont une violation des droits de l'homme des victimes mais, dans certaines de leurs manifestations, elles menacent la structure même des relations internationales. Manifestement, il est temps que sur cette question la Commission fasse entendre sa voix.

2. Par sa conception, le projet de résolution E/CN.4/L.1588/Rev.1 est très général. Il ne vise pas un acte particulier, mais les actes de prise d'otage où qu'ils se commettent. Le fait que la Convention internationale contre la prise d'otages a été rédigée et adoptée par les Nations Unies en trois ans montre l'importance que la communauté internationale attache à l'élimination de la prise d'otages.

3. Les actes de prise d'otages visent de plus en plus le personnel diplomatique. Les activités diplomatiques sont indispensables à la résolution pacifique des différends internationaux. La Cour internationale de Justice a même déclaré récemment que l'inviolabilité des envoyés et des ambassades diplomatiques est le fondement des relations entre Etats. Tous les gouvernements ont le devoir particulier de respecter les normes du droit international en matière de protection du personnel et des locaux diplomatiques et consulaires, et celui de prévenir les prises d'otages. Il faut espérer qu'à la suite de l'adoption du projet de résolution, il sera plus difficile à toute personne ou entité de procéder, de participer ou d'acquiescer à cet acte répugnant qu'est la prise d'otages.

4. M. BOEL (Danemark) annonce que la délégation danoise tient à se joindre aux auteurs du projet de résolution E/CN.4/L.1588/Rev.1, suite naturelle de l'initiative prise par les pays nordiques à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale pour faire adopter des mesures visant à améliorer la sécurité et la sûreté des missions et du personnel diplomatiques et consulaires.

5. M. HILALY (Pakistan) rappelle que la délégation pakistanaise a constamment demandé que tous les Etats respectent strictement les règles humanitaires internationales. Cette position vaut également pour la question des prises d'otages.

6. La délégation pakistanaise est heureuse que les auteurs du projet de résolution E/CN.4/L.1588/Rev.1 aient accepté de modifier le projet initial pour éviter qu'il vise telle ou telle situation particulière.

7. L'affirmation énoncée dans le projet de résolution selon laquelle la prise d'otages constitue une grave violation des droits de l'homme, et l'appel lancé à tous les Etats pour qu'ils respectent, pleinement et inconditionnellement, les obligations internationales qui leur incombent d'empêcher la prise d'otages, revêtent pour sa délégation une pertinence douloureuse.

Ces 10 derniers jours, plus de 100 personnes ont été gardées comme otages à bord d'un avion des Pakistan International Airlines détourné par des terroristes. L'un des passagers, un diplomate pakistanais, a été tué de sang-froid par les auteurs du détournement, alors que l'appareil se trouvait au sol à l'aéroport de Kaboul. La condition des autres passagers suscite l'inquiétude. Pareil acte patent de terrorisme et d'assassinat est une violation des droits de l'homme des plus répréhensibles.

8. La délégation pakistanaise apprécie la mesure opportune prise par le Président de la Commission en lançant, le 7 mars 1981, un appel aux auteurs du détournement pour éviter une nouvelle effusion de sang et pour obtenir la remise en liberté des otages. Elle est également reconnaissante au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et au Comité international de la Croix-Rouge pour les efforts accomplis par eux à ce sujet.

9. M. Hilaly annonce que la délégation pakistanaise tient à se joindre aux auteurs du projet de résolution E/CN.4/L.1588/Rev.1.

10. Le projet de résolution E/CN.4/L.1588/Rev.1 est adopté.

11. M. McKINNON (Canada) présente le projet de résolution E/CN.4/L.1601 en rappelant que dans sa résolution 30 (XXXVI), la Commission a prié le Secrétaire général d'évaluer le lien existant entre les cas d'exode massif et les cas de violations des droits de l'homme et de présenter ses conclusions et recommandations à la Commission à sa trente-septième session. Par sa résolution 35/196, l'Assemblée générale a confirmé cette décision. Dans son rapport (E/CN.4/1440), le Secrétaire général a signalé que la poursuite de l'étude de la question pouvait se justifier si l'on voulait déterminer le moyen de régler ces situations.

12. Le projet de résolution se fonde sur trois propositions essentielles, à savoir que toute étude entreprise doit viser toutes les situations d'exode massif sans privilégier telle ou telle situation particulière, que la Commission ne doit en aucune manière préjuger les conclusions du rapporteur spécial qui doit être nommé par le Président, et que l'étude doit être objective et aboutir à des conclusions qui puissent servir en pratique à prévenir ces situations ou à les rendre moins pénibles. Les cas d'exode massif sont un souci profond pour beaucoup de pays africains ou asiatiques, qui supportent le gros de la charge. Beaucoup de ces pays ont formulé des suggestions qu'on a intégrées au texte du projet de résolution.

13. M. HEREDIA PEREZ (Cuba) présente le document E/CN.4/L.1621 où figurent des amendements au projet de résolution E/CN.4/L.1601. Il estime que le projet de résolution E/CN.4/L.1601 montre la préoccupation qu'éprouve la communauté internationale devant les exodes massifs. Toutefois, un certain nombre de délégations croient nécessaire d'éclaircir certains aspects généraux du projet de résolution en rappelant les causes initiales du problème.

14. Dans sa résolution 32/130, l'Assemblée générale a déclaré qu'en ce qui concernait l'approche des questions des droits de l'homme, la communauté internationale devrait accorder une priorité à la recherche de solutions aux violations massives et flagrantes des droits de l'homme qui résultent de l'apartheid et de la discrimination raciale, et à la réalisation du nouvel ordre économique international. Ces deux éléments sont indissociables de la question des exodes massifs. Les migrations de population dans les pays en développement sont dues à la pauvreté causée dans le tiers monde par l'exploitation colonialiste et impérialiste, et à la répartition inégale des ressources naturelles du monde.

15. Le projet de résolution devrait mentionner spécifiquement des problèmes comme la situation des réfugiés palestiniens et africains, qui sont restés sans solution, bien que la Commission les ait étudiés pendant plusieurs années. La question des exodes massifs ne devrait pas être utilisée à des fins politiques.

16. La proposition visant à nommer un rapporteur spécial qui serait chargé d'étudier la question exige plus ample examen, parce que cette manière de traiter la question pourrait ne pas être la plus efficace.

17. M. DAVIS (Australie) pense que le projet de résolution E/CN.4/L.1601, tel qu'il est conçu, est suffisamment général pour tenir compte de toutes les préoccupations exprimées par le représentant de Cuba. Comme l'a fait observer le représentant du Canada, le projet vise à faire entreprendre une étude de toutes les situations d'exode massif, sans que soient préjugées les conclusions du rapporteur spécial. De l'avis de la délégation australienne, ce projet de résolution pourrait être adopté sans plus de retard.

18. M. McKINNON (Canada) estime inacceptables pour la délégation canadienne les amendements proposés dans le document E/CN.4/L.1621, parce qu'ils vont à l'encontre des conditions énoncées par lui dans la présentation du projet de résolution E/CN.4/L.1601. L'amendement proposé au paragraphe 1 préjugerait les conclusions de l'étude envisagée. Il est essentiel que les membres de la Commission fassent confiance au rapporteur spécial, qui doit aboutir à des conclusions personnelles.

19. Pour ce qui est de l'amendement proposé au paragraphe 2, il conviendrait que la Commission ne privilégie pas certaines situations, parce que toutes sont importantes. Le projet de résolution a pour but de faire en sorte que le rapporteur spécial prenne en considération les réfugiés de toutes les parties du monde.

20. Quant aux propositions énoncées aux paragraphes 4 et 6, il faudrait que l'étude soit approfondie et parvienne à des conclusions qui soient utiles à la Commission. Le Secrétaire général a fait savoir à la Commission que la question était compliquée et exigeait une étude approfondie. Les choses ne peuvent pas être laissées en l'état. Le problème des réfugiés est grave et il faut s'efforcer d'y trouver une solution.

21. M. McKinnon annonce que le Ghana s'est joint aux auteurs du projet de résolution E/CN.4/L.1601.

22. M. AKRAM (Pakistan) fait savoir que les amendements proposés dans le document E/CN.4/L.1621 suscitent l'inquiétude de la délégation pakistanaise, surtout parce que ceux des paragraphes 1 et 2 du document préjugent le problème des exodes massifs, alors que le projet de résolution E/CN.4/L.1601 tend à ce que la question fasse l'objet d'une étude. En outre, les propositions relatives au dispositif du projet de résolution ont pour but de réduire la portée de la mesure envisagée.

23. En conséquence, si les auteurs des amendements insistent pour faire adopter ce qu'ils proposent pour le paragraphe 2 et que la délégation pakistanaise aurait pu appuyer dans un autre contexte, celle-ci se réservera le droit de présenter une modification supplémentaire pour tenir compte des millions de réfugiés venus de l'Afghanistan et du Kampuchea démocratique. De même, si les auteurs insistent pour faire adopter leur proposition pour le paragraphe 5, qui ne traite pas de la cause principale des exodes actuels, la délégation pakistanaise présentera un amendement pour faire observer que la cause initiale du problème, comme le confirme nombre de résolutions de l'Assemblée générale, est l'agression étrangère perpétrée contre l'intégrité territoriale et la souveraineté des Etats.

24. L'amendement énoncé au paragraphe 6 vise manifestement à faire classer l'affaire et n'est pas compatible avec les amendements relatifs au préambule, qui sont catégoriques au sujet des causes du problème des réfugiés. La délégation pakistanaise est donc fermement opposée aux amendements proposés.

25. M. EL FATTAL (République arabe syrienne) déclare que depuis 1948, l'Assemblée générale et divers organes des Nations Unies ont réaffirmé le droit des réfugiés palestiniens de rentrer dans leur patrie. Jusqu'à présent, aucun de ces réfugiés n'a pu le faire. C'est pourquoi les auteurs des amendements tiennent à appeler l'attention du rapporteur spécial sur le fait que la persistance du colonialisme est une des causes du problème des réfugiés. Les membres de la Commission doivent garder présentes à l'esprit les réalités internationales et ne pas se borner à demander une étude qui soit purement théorique. Le problème des réfugiés palestiniens est un problème mondial qui engage la responsabilité de chacune des délégations.
26. Mme PALARCA (Philippines), s'exprimant au nom des nations de l'ANASE, déclare ne pas être en mesure d'accepter les amendements proposés dans le document E/CN.4/L.1621 parce qu'en privilégiant certains exodes particuliers, parmi d'autres d'égale ampleur et d'égale importance, on réduit à néant l'esprit du projet de résolution E/CN.4/L.1601.
27. M. ORTIZ RODRIGUEZ (Cuba) tient à bien préciser que ce qui est en question ce n'est pas le problème des réfugiés. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a été créé pour traiter ce problème. La délégation cubaine rejette les tentatives faites pour semer la confusion dans l'examen d'une question qui est tout à fait claire. A cet égard, il considère que l'amendement proposé au paragraphe 2 du document E/CN.4/L.1621 concerne un certain nombre de droits de l'homme.
28. M. TWESIGYE (Ouganda) pense que la Commission ne doit pas privilégier tel ou tel problème de réfugiés, bien que lui-même soit préoccupé par la situation des Palestiniens.
29. Ces dix-huit dernières années, l'Ouganda n'est pas resté à l'écart du problème des exodes massifs, et il a accueilli des milliers de personnes venant de pays voisins. Fort de cette expérience, il ne peut accepter l'idée que les exodes massifs n'ont qu'une seule et même cause. Certains des amendements proposés tendent à préjuger la question et, tout en sympathisant avec les auteurs des amendements, M. Twesigye leur demande instamment de ne pas insister pour les faire adopter, puisque le projet de résolution E/CN.4/L.1601 répond à la plupart de leurs préoccupations.
30. M. MAKSIMOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare que sa délégation souscrit entièrement aux amendements proposés dans le document E/CN.4/L.1621. Pour ce qui est de l'amendement proposé au paragraphe 5 de ce document, il souligne qu'il est essentiel d'indiquer les causes des exodes massifs et il ne voit pas pourquoi certaines délégations s'opposent au texte proposé. A son avis, la proposition du paragraphe 5 renforce le projet de résolution E/CN.4/L.1601 et lui confère plus de précision. L'amendement du paragraphe 7 ne devrait pas non plus soulever d'objection. De l'avis de la délégation biélorussienne, les amendements proposés améliorent sensiblement le texte du projet de résolution E/CN.4/L.1601.
31. M. RANIGA (Fidji) dit que sa délégation ne peut accepter les amendements proposés pour les raisons déjà mentionnées par d'autres auteurs du projet de résolution E/CN.4/L.1601.
32. M. McKINNON (Canada) associe sa délégation à l'appel lancé par le représentant de l'Ouganda aux auteurs des amendements pour qu'ils les retirent. Il fait observer que les vues des délégations concernées ont été consignées dans le compte rendu et qu'elles ont dûment été notées. Il souligne la nécessité pour les membres d'essayer de trouver les moyens de résoudre le problème des réfugiés. Le projet de résolution s'applique à toutes les situations de réfugiés, y compris celle qui préoccupe les auteurs des amendements.

33. En ce qui concerne les observations du représentant de Cuba, le mandat du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés est un mandat bien précis de caractère humanitaire et l'analyse des causes des exodes massifs n'entre pas dans le cadre de ce mandat.

34. M. ORTIZ RODRIGUEZ (Cuba) dit que sa délégation a été mue par le souci de mettre en lumière la situation visée. Au nom des millions de réfugiés du monde entier, il demande instamment aux auteurs du projet de résolution d'incorporer la référence à la résolution 32/130 de l'Assemblée générale qui figure au paragraphe 1 du document E/CN.4/L.1621. Nombreuses sont les situations d'exode massif qui sont dues aux conditions économiques régnant dans les pays en cause et c'est un fait dont la Commission doit tenir compte.

35. Afin d'aboutir à une solution de compromis, M. Ortiz Rodriguez propose de ne prendre aucune décision sur la question dans l'immédiat pour permettre aux délégations intéressées d'avoir des consultations officieuses.

36. Il en est ainsi décidé.

37. M. BEAULNE (Canada), présentant le projet de résolution E/CN.4/L.1598, dit que les auteurs attachent une grande importance au devoir du citoyen de s'efforcer de promouvoir et de faire respecter les droits reconnus par les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, et à l'exercice par les gouvernements, de leurs droits comme de leurs devoirs quand il s'agit de promouvoir le respect effectif des droits de l'homme. Ces devoirs sont consacrés par les Pactes internationaux et reflétés dans le Préambule et les articles 18 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

38. Le Conseil économique et social et la Commission ont adopté plusieurs résolutions qui mettent l'accent sur les droits de l'individu. M. Beaulne se réfère en particulier à la résolution 23 (XXXVI) de la Commission dont l'adoption a certainement été l'une des réalisations majeures de la Commission à sa trente-sixième session.

39. Le projet de résolution E/CN.4/L.1598 vise à donner une expression pratique à la résolution 23 (XXXVI) de la Commission en invitant la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à établir, à sa trente-quatrième session, un projet d'ensemble de principes régissant le droit et le devoir qu'a l'individu de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cet ensemble de principes constituerait une mesure modeste mais positive, et les auteurs du projet estiment que c'est là le meilleur moyen d'aborder la question de l'établissement de normes internationales régissant la promotion et le respect des droits de l'homme.

40. En réponse à une demande de M. M'BAYE (Sénégal), le PRESIDENT dit que la Commission renverra à plus tard l'examen du projet de résolution E/CN.4/L.1598 pour que des consultations puissent avoir lieu entre les auteurs du projet et les délégations qui ont proposé des amendements, notamment celles qui ont soumis les amendements contenus dans les documents E/CN.4/L.1612 et E/CN.4/L.1613.

41. M. BOEL (Danemark) présentant le projet de résolution E/CN.4/L.1584 dit que l'Assemblée générale, dans sa résolution 35/190, a demandé à la Commission d'étudier la possibilité d'étendre le mandat du Fonds des Nations Unies pour le Chili. A cet égard, les pays nordiques ont relevé le peu de soutien dont a bénéficié ce Fonds et l'intérêt manifesté par plusieurs pays pour un fonds de portée plus large. L'opinion générale qui se dégage des consultations sur la question semble être que la notion de violation flagrante des droits de l'homme est trop large pour être appliquée à la désignation d'un fonds.

Par conséquent, les auteurs du projet de résolution E/CN.4/L.1584 ont décidé d'appliquer un certain nombre de critères pour déterminer le type de situations auxquelles peut s'appliquer le mandat étendu du fonds envisagé. Ils ont décidé que, pour être pris en considération, les cas devraient avoir un caractère particulièrement affligeant, être bien définis et révéler un besoin particulier d'assistance. Sur cette base, il a été décidé que le fonds devrait s'appliquer aux cas de torture, la torture étant une violation absolument indéfendable des droits de l'homme proscrite par plusieurs instruments internationaux, mais malheureusement encore largement répandue.

42. Le fonds restera un fonds de contributions volontaires. Par conséquent, un soutien apporté à la résolution E/CN.4/L.1584 n'entraînera aucune obligation de contribution. Conformément au paragraphe 1 a) du projet de résolution dont l'adoption est recommandée à l'Assemblée générale, l'aide sera fournie par exemple par l'intermédiaire d'organisations dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et compétentes pour acheminer l'assistance conformément à la pratique habituelle de l'Organisation des Nations Unies. Les bénéficiaires de l'aide seront désignés par un Conseil d'administration composé d'un président et de quatre membres, siégeant à titre individuel, qui seront nommés par le Secrétaire général compte dûment tenu d'une répartition géographique équitable et en consultation avec leurs gouvernements. En règle générale, la priorité sera accordée aux victimes dans les Etats dans lesquels la situation a fait l'objet de résolutions ou de décisions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social ou de la Commission des droits de l'homme.

43. Le nouveau mandat du fonds ne signifie nullement qu'on aura moins à se préoccuper de la situation des droits de l'homme au Chili; les cas concernant ce pays pourront toujours être pris en considération. En outre, l'intention n'est pas d'alimenter le fonds en détournant des contributions destinées à l'aide au développement; en ce qui concerne le Danemark, où le pourcentage du PNB réservé à l'aide au développement est l'un des plus élevés au monde, les contributions proviendront de ressources affectées à l'aide humanitaire et non de celles qui sont destinées à l'aide au développement. De toute façon, il est peu probable que les contributions seront assez importantes pour influencer sensiblement sur les allocations versées à d'autres fins.

44. L'adoption du projet de résolution E/CN.4/L.1584 constituera l'une des principales réalisations de la Commission à sa présente session et montrera aussi combien les Nations Unies sont préoccupées par la question des droits de l'homme en général et par le recours à la torture en particulier.

45. M. ZORIN (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation reconnaît que les propositions contenues dans la résolution E/CN.4/L.1584 sont motivées par des préoccupations humanitaires; elle estime toutefois que les mesures du type de celles qui sont proposées doivent être énoncées de manière très précise.

46. Le fonds de contributions volontaires qui existe déjà est régi par un mandat qui concerne un pays déterminé; un élargissement automatique de la portée du mandat n'est ni juste ni raisonnable et risque d'affaiblir sérieusement le rôle du fonds, surtout du moment qu'il vise à venir en aide à des victimes non seulement de la torture mais de violations des droits de l'homme en général dans le pays concerné.

47. Le représentant du Danemark, en présentant le projet de résolution, a dit que l'assistance serait acheminée par les voies habituelles de l'ONU. Toutefois, la notion de voies habituelles est trop vague pour être appliquée efficacement dans un cas particulier. Il y a également la question de l'objectivité; on ne voit pas clairement qui peut solliciter une assistance du fonds.

A ce propos, les travaux en vue de l'établissement d'un projet de convention contre la torture ne sont pas encore terminés. Lorsqu'ils le seront, cette convention donnera des indications utiles sur la façon d'aborder le problème considéré, qui a trait plus à la torture sur une grande échelle qu'à la torture individuelle; c'est la raison pour laquelle il serait peut-être préférable d'attendre que le projet soit achevé et adopté avant de modifier le mandat du fonds.

48. Il est également difficile pour la délégation soviétique d'accepter la mention, au paragraphe 1 a) du projet de résolution dont l'adoption est recommandée à l'Assemblée générale, des violations commises par des Etats dans lesquels la situation en matière de droits de l'homme a fait l'objet de résolutions ou de décisions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social ou de la Commission des droits de l'homme. Ces résolutions sont très nombreuses, certaines ayant d'ailleurs pour objet de signaler que des situations n'ont plus besoin d'être examinées. Cette partie du texte peut donc prêter à confusion; il convient d'adopter un libellé beaucoup plus précis.

49. Afin de surmonter les difficultés, la délégation soviétique souhaite apporter plusieurs modifications au projet de résolution E/CN.4/L.1584.

50. Au paragraphe 1, il convient de remplacer les mots "à recommander à l'Assemblée générale de transformer le Fonds" par les mots "à envisager la question de la transformation du Fonds". Au même paragraphe, le membre de phrase "en adoptant le projet de résolution suivant :" devrait être remplacé par "et à recommander que l'Assemblée générale adopte le projet de résolution suivant", les cinq lignes suivantes étant supprimées.

51. Dans le projet de résolution recommandé à l'adoption de l'Assemblée générale, il convient d'ajouter à l'alinéa a) du paragraphe 1, après le membre de phrase "dont les droits de l'homme ont été gravement violés", les mots "au Chili" et de supprimer le reste de l'alinéa a). L'alinéa b) du paragraphe 1 devrait être modifié pour se lire comme suit : "D'étudier la possibilité d'utiliser le Fonds pour fournir une assistance aux victimes de la torture ainsi que les voies qui seraient acceptables du point de vue de la Charte des Nations Unies pour l'octroi de cette assistance dans les cas où la torture est pratiquée sur une échelle massive". Les alinéas c) à f) du paragraphe 1 devraient être supprimés. Le paragraphe 2 devrait être remplacé par le texte suivant : "Demande au Conseil économique et social d'étudier de près la possibilité d'apporter des modifications appropriées au mandat et à la désignation du Fonds, compte tenu des observations faites pendant l'examen de cette question par l'Assemblée générale et une fois qu'aura été achevé le projet de convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants".

52. Le paragraphe 2 du projet de résolution présenté à la Commission devrait être remplacé par le texte suivant : "Demande au Secrétaire général de soumettre au Conseil économique et social, aussitôt que possible après l'achèvement des travaux sur la convention, un résumé des observations faites lors de l'examen de cette question par l'Assemblée générale et par le Conseil économique et social."

53. M. BOEL (Danemark), en réponse aux remarques du représentant de l'URSS, dit que la question a été examinée par l'Assemblée générale et que la Commission est saisie du projet de résolution E/CN.4/L.1584 depuis une semaine. De plus, de longues consultations ont eu lieu avec la délégation de l'Union soviétique. En ce qui concerne l'argument de l'affaiblissement du Fonds des Nations Unies pour le Chili, M. Boel fait observer que son pays a contribué à ce Fonds alors que l'Union soviétique ne l'a pas fait. Il ne voit pas pourquoi on empêcherait les pays qui le désirent d'apporter des contributions volontaires, même si l'Union soviétique ne le fait pas.



En ce qui concerne l'acheminement de l'aide aux victimes de la torture, M. Boel fait observer que dans le cas du Chili, le Conseil oecuménique des églises et la Croix-Rouge ont montré qu'il était possible de trouver des voies efficaces pour ce genre d'assistance. A son avis, il ne saurait non plus y avoir d'ambiguïté sur la question de savoir qui est victime de la torture. Une définition claire de la torture existe déjà indépendamment du projet de convention en cours d'élaboration sur la question. Le projet de convention sur l'élimination de l'intolérance religieuse est en souffrance depuis vingt ans et le projet de convention contre la torture pourrait facilement subir le même sort. Rien ne justifie l'établissement d'un lien entre la proposition faite et le projet de convention contre la torture.

54. En ce qui concerne les fonctions du conseil d'administration du fonds proposé, conformément à la pratique administrative habituelle, il convient de laisser les détails de la gestion courante à la discrétion du conseil; toutefois, il conviendrait d'indiquer certaines orientations générales, si insuffisantes qu'elles soient sur le plan strictement juridique.

55. M. Boel est hostile aussi à l'idée que le fonds ne devrait octroyer d'aide que lorsque la torture a fait de nombreuses victimes. La torture est inacceptable, quel que soit le nombre des victimes, et le conseil d'administration doit déterminer qui a droit à une assistance.

56. En conclusion, M. Boel exprime l'espoir que le représentant de l'Union soviétique retirera ses amendements et acceptera le projet de résolution sous sa forme actuelle.

57. M. BRIMAH (Nigéria) dit que, si la délégation danoise a dissipé certains de ses doutes au sujet du projet de résolution E/CN.4/L.1584, il lui est encore difficile de croire qu'on pourra identifier les victimes de la torture dans un pays sans s'ingérer dans les affaires intérieures de celui-ci, du moins tant que ne sera pas mis au point un projet de convention offrant la garantie d'un mécanisme d'application approprié; or ce projet fait encore l'objet de nombreuses controverses. Même la Commission internationale de juristes a préconisé un protocole facultatif distinct du projet de convention pour faciliter son adoption par les pays qui, en raison de leurs systèmes juridiques différents, ne peuvent partager le point de vue commun au sujet de cette convention. Il faut tenir compte aussi des incidences financières de la proposition, car les ressources disponibles sont déjà limitées.

58. La délégation nigériane souscrit entièrement aux motifs humanitaires dont s'inspire la proposition mais estime que tant de points essentiels sont encore en suspens qu'il serait préférable d'inviter les Etats membres à présenter leurs observations au sujet de ses diverses implications.

59. M. BOEL (Danemark), prenant la parole au nom des auteurs du projet de résolution E/CN.4/L.1584, dit que les amendements soviétiques auront pour effet d'entraver toute action tant que les travaux concernant la convention contre la torture ne seront pas terminés. Comme le représentant du Nigéria vient de le préciser, on ne sait guère quand cette convention sera prête. M. Boel s'oppose donc aux amendements soviétiques et espère que le projet de résolution sera adopté sans modification par une large majorité.

La séance est levée à 13 h 05.